

---

## **Cérémonie d'ouverture du séminaire d'appui à la redynamisation et le fonctionnement de la plateforme des femmes en politique de l'océan Indien**

Discours de Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI

24 janvier 2023 | Moroni – Union des Comores

---

Monsieur le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, chargé de la Diaspora et de la Francophonie

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement

Mesdames et Messieurs les parlementaires des États membres de la COI

Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux et les directeurs généraux

Madame et Monsieur les Officiers Permanents de Liaison

Mesdames et messieurs représentants de l'Agence française de développement

Mesdames et messieurs les représentants des partenaires techniques et financiers

Mesdames les membres de la Plateforme des Femmes en Politique de l'océan Indien

Distingués invités, Mesdames et Messieurs, tous en vos rangs, grades et qualités,

Je vous prie tout d'abord de bien vouloir excuser mon absence à vos côtés à ce séminaire sur la redynamisation de la plateforme des femmes en politique de l'océan Indien mais, compte tenu du sujet et de son importance dans le cadre de notre projet Gouvernance, paix et stabilité, j'ai néanmoins tenu à vous adresser ce message vidéo.

La plateforme des femmes en politique de l'océan Indien a vu le jour en 2011 pour soutenir un mouvement de fond en faveur des femmes de l'Indianocéanie afin qu'elles jouissent pleinement de leur citoyenneté et qu'elles participent plus largement à la prise de décision.

Cette implication de la COI ne saurait s'expliquer par le seul fait démographique, les femmes formant la moitié de la population indianocéanienne. Agir pour l'égalité femme-homme, pour l'inclusion des jeunes et des femmes dans la prise de décision, dans la marche pour l'épanouissement social, la croissance économique, l'adaptation aux effets du changement climatique ou encore la sécurité alimentaire, c'est agir pour un développement authentiquement durable de nos îles. Il est en fait question de justice sociale, d'équité de traitement et, plus simplement, de raison et de bon sens d'autant que les femmes de l'Indianocéanie

ont montré à maintes reprises combien elles sont une force de mouvement dans nos pays.

Permettez-moi de vous en donner un exemple qui peut paraître anecdotique mais qui dit beaucoup. Au Secrétariat général de la COI, plus de 45% du personnel encadrant est constitué de femmes – il y a quelques années, le sexe ratio était même à leur avantage. Elles sont chargées de mission, cheffes de projets, coordonnatrices, expertes, logisticiennes, comptables ou encore chargées de communication. Elles font chaque jour la démonstration de leurs savoir-faire technique, de leurs aptitudes relationnelles, de leurs capacités de négociation. Elles sont des ambassadrices de la coopération, des représentantes de la diversité des talents de l'Indianocéanie au féminin. Et, à la COI, il n'y a ni quotas, ni politique de discrimination positive. Ces collaboratrices du Secrétariat général doivent leur recrutement à des postes à responsabilité et leur parcours professionnel à leurs seules compétences.

Cela étant dit, je constate qu'à l'échelon supérieur, celui du Conseil des ministres de la COI, du Comité des Officiers permanents de liaison et de la fonction de Secrétaire général, nous avons compté plus rarement des femmes. Il n'empêche que celles qui ont occupé ces fonctions ont fait montre de leurs capacités managériales et décisionnelles ; j'ai d'ailleurs une pensée spéciale pour Mme Andréas ici présente, pionnière d'une diplomatie féministe dans la région, qui a été l'une des premières membres de cette plateforme régionale femmes en politique et qui a été l'unique femme à diriger le Secrétariat général, malgré quelques attitudes machistes – sachez, Madame Andreas, que de nombreux collègues gardent un excellent souvenir de votre mandat, de votre professionnalisme, de votre force et de votre bienveillance.

Il est donc naturel à la COI de soutenir autant que possible les femmes de nos îles pour que ce qui peut apparaître comme une exception, devienne une norme ou plutôt un fait qui n'appelle aucune considération basée sur le genre.

Mesdames, Messieurs,

La COI a fait siens les engagements pris par l'ensemble de la communauté internationale, dont ses Etats membres, en faveur d'une implication active des femmes de l'Indianocéanie dans le processus décisionnel à tous les niveaux de la vie politique, économique, publique. Cette implication constitue un prérequis fondamental à la consolidation de la démocratie et un outil essentiel de la gouvernance démocratique.

C'est d'ailleurs dans ce sens que la stratégie régionale sur le genre, dont une nouvelle mouture sera proposée aux Etats membres, intègre comme premier axe le rôle croissant des femmes dans la sphère politique aux côtés de l'autonomisation économique des femmes, de la lutte contre les violences basées sur le genre et du rôle moteur des femmes pour la sécurité alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques.

Dans le cadre du projet multisectoriel d'assistance technique sur le genre financé par la Banque africaine de développement, la COI a d'ailleurs soutenu l'élaboration de loi-cadre aux Comores et à Madagascar pour l'égalité femme-homme, notamment en ce qu'il s'agit de la représentativité féminine dans les organes décisionnels.

L'activité de notre projet Gouvernance, paix et stabilité qui nous réunit aujourd'hui s'inscrit dans ce sens. La revitalisation de la plateforme « femmes en politique de l'océan Indien » peut être de nature à mieux identifier et faire sauter les verrous, ou le fameux « plafond de verre », qui empêchent encore aujourd'hui des femmes soit de se lancer en politique soit d'assumer des fonctions d'Etat – je pense notamment à la représentativité parlementaire, aux ministères régaliens ou aux fonctions de direction générale de grandes entreprises publiques. Il me semble aussi que votre séminaire devrait porter une attention particulière à l'articulation de la plateforme « femmes en politique » avec l'Association des parlementaires des pays membres de la COI.

Je tiens à saluer votre souci à toutes et tous d'inclure les femmes – et aussi les jeunes – dans la prise de décision. Ce souci d'inclusivité participe de l'approfondissement de la démocratie dans nos sociétés. Il nous conduit, collectivement, à assurer une juste prise en compte des intérêts de toutes les composantes de nos populations, de la diversité des opinions, des approches et des manières de faire.

Le projet GPS de la COI devra permettre ainsi de donner un souffle nouveau aux femmes en politique en Indianocéanie et de permettre l'émergence de nouvelles voix dans le paysage public. La mise en réseau est également importante : apprendre les unes des autres, des contextes et des réalités des différentes îles, adopter éventuellement des positions communes sur des sujets d'intérêt partagé tant sur l'égalité femme-homme que sur tous les sujets qui concernent le devenir de notre région – climat et environnement, sécurité alimentaire, entrepreneuriat et économie bleue, santé, culture ou encore formation et éducation, nous devons vous entendre et prendre acte de vos avis et propositions sur tous ces sujets. Car en effet votre voix n'est pas que celle des femmes ; elle est une voix de l'Indianocéanie, une voix qui compte dans le débat public, dans les urnes, dans les instances de décisions, comme à l'école ou dans l'intimité de la famille.

Mesdames et Messieurs,

Nous comptons sur vous pour que la participation des femmes dans la sphère politique s'accroisse, pour que leadership féminin s'affirme dans notre paysage régional. La COI, à travers le projet GPS, soutiendra votre plaidoyer et vos activités parce que c'est indispensable à l'enracinement d'une culture démocratique inclusive et à la stabilité.

Vous me permettez de terminer avec quelques remerciements. D'abord, aux autorités comoriennes et à Monsieur l'OPL et nos points focaux, pour leur accueil fraternel et leurs contributions appréciées à l'organisation de notre rencontre.

Je tiens également à remercier l'Agence française de développement : notre partenariat largement centré sur les biens publics régionaux nous permet de répondre à une foule de défis et besoins de nos Etats membres. A travers le projet GPS, nous touchons à des sujets de fond pour le bien commun, la stabilité et le pacte social, la culture démocratique et l'inclusivité.

Enfin, c'est plus particulièrement aux membres de la plateforme régionale « femmes en politiques » que je souhaite adresser mes remerciements : que vous soyez élues, dirigeantes ou membres de la société civile, nous savons que vous êtes résolues dans vos engagements, que vous êtes des moteurs de changement – la COI sera à vos côtés ; nous resterons à l'écoute et je porterai personnellement une attention spéciale à vos activités.

Je vous remercie de votre aimable attention ; marahaba !